



Plus de 500 suppressions d'emplois fermes !
Plan social de grande envergure « version Fonction Publique »
au Conseil Régional Grand Est !

Depuis le début de l'année, l'administration a multiplié les groupes de travail pour avancer sur deux sujets qui devraient concerner l'ensemble des agents : « Dotations en effectifs » et « Temps de travail ».

Le mardi 12 mars, les organisations syndicales étaient réunies une quatrième fois sur cinq réunions prévues pour échanger sur la feuille de route des effectifs à pourvoir uniquement dans les établissements scolaires.

A force de demander des éléments d'appréciation et avec bien du mal, l'administration a dévoilé les objectifs visés.

1003,6 Equivalents Temps Plein (ETP) supprimés au sein des lycées	
dont	541 ETP soit environ 600 suppressions de postes, principalement les postes d'entretien polyvalents
et	462,6 ETP soit environ 500 postes consacrés au déploiement des équipes mobiles d'ouvriers professionnels (EMOP) et à des postes de titulaires remplaçants mobiles (TRM)

Les syndicats CFTC - CGT - FO - FSU et UNSA dénoncent une suppression inadmissible d'emplois menant à une dégradation des conditions de travail des agents impliquant de graves conséquences des conditions d'accueil du public et des lycéens sur le Grand Est.

L'exécutif répond à l'injonction du gouvernement MACRON de respecter la fameuse « règle d'or » qui est de limiter l'augmentation du budget de fonctionnement de 1,2 % par année, afin de supprimer 70 000 postes dans la Fonction Publique Territoriale.

Les organisations syndicales font l'objet d'un chantage qui est de cautionner la suppression des postes pour compenser des évolutions indemnitaires soi-disant positives pour des catégories limitées de personnels.

En résumé, la Région demande aux représentants des personnels d'accepter l'amélioration, à la marge, d'aspects salariaux à condition d'accepter que les personnels soient la variable d'ajustement tout en les faisant travailler dans un environnement dégradé extrême.

Cette politique de suppression d'Emplois chez les ATTEE, s'ajoute aux multiples réorganisations des services administratifs de notre collectivité depuis cette fusion, qui ont eu comme conséquence une surcharge de travail, une désorganisation et une démotivation légitime des agents. Et ce n'est pas fini !

Tout cela est inacceptable !

Pour cela, nos cinq syndicats lancent un appel à tous les agents afin d'être dans l'action le **19 mars 2019**, en venant manifester devant les Hôtels de Région de Metz, Châlons-en-Champagne et Strasbourg et devant les Maisons de la Région. Les lieux, les dates et les heures précises vous seront communiqués dans les meilleurs délais.

Un préavis de grève a été déposé qui peut vous permettre de faire soit 1 heure, ½ journée, 1 journée de grève)